



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE DE LA RÉUNION
BUREAU DES SOUTIENS ET DES FINANCES
SECTION BUDGET ADMINISTRATION
Caserne Vérines – 61 rue Victor Mac-Auliffe
B.P 92036
97405 SAINT-DENIS Cedex
Tél : 02.62.93.78.67

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Marché passé selon une procédure adaptée en application de l'article L2123-1 et des articles R2123-1 à 7 du code de la commande publique

Marché de travaux relatif à la réalisation d'un garage au sein du hangar n°001 de l'atelier automobile et la réhabilitation des abris vétustes n°007 et n°002 existants de la caserne de gendarmerie de Sainte-Clotilde (974).

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	4
1.1 Liminaire.....	4
1.2 Objet du marché.....	4
1.3 Catégorie de marché.....	4
1.4 Forme et montant du marché.....	4
1.5 Date d'effet et durée du marché.....	4
ARTICLE 2 – PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 – IDENTIFICATION ET RÔLE DES PARTIES.....	5
3.1 Le titulaire.....	5
3.2 Le COMGENDRE.....	5
3.2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).....	5
3.2.2 Bénéficiaires.....	6
3.2.3 Ordonnateur secondaire.....	6
3.2.4 Comptable assignataire.....	6
ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES PARTIES.....	6
4.1 Obligations du titulaire.....	6
4.1.1 Obligations de confidentialité.....	6
4.1.2 Protection de la main-d'œuvre et de l'environnement.....	6
4.1.3 Assurances.....	6
4.1.4 Obligation du personnel.....	7
4.1.5 Continuité des prestations.....	7
4.1.6 Modifications administratives et juridiques.....	7
4.2 Obligations de l'Administration.....	7
ARTICLE 5 – MESURES DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION.....	7
5.1 Accès aux sites.....	7
5.2 Contrôle élémentaire.....	8
5.3 Contrôle des véhicules et des personnes.....	8
5.4 Clauses particulières.....	9
ARTICLE 6 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	9
6.1 Contenu des prix.....	9
6.2 Forme des prix.....	9
6.2.1 Tranche ferme.....	9
6.2.2 Tranches optionnelles.....	9
6.3 Date d'établissement des prix.....	9
6.4 Révision des prix.....	9
ARTICLE 7 – MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	9
7.1 Responsabilité du titulaire.....	9
7.2 Clauses techniques particulières.....	10
7.3 Contrôle des prestations.....	10
7.4 Pénalités.....	10
7.4.1 Pénalités pour retard.....	10
7.4.2 Pénalités pour non-respect des obligations.....	10
7.4.3 Pénalités prévues par les documents particuliers du marché.....	10
7.4.4 Exonération.....	10

ARTICLE 8 – MODALITÉS DE PAIEMENT.....	11
8.1 Généralités.....	11
8.2 Avance.....	11
8.3 Remise des factures.....	11
8.4 Règlement.....	12
8.5 Délai de paiement.....	12
ARTICLE 9 – CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES.....	12
9.1 Cession ou nantissement des créances.....	12
9.2 Dispositions applicables en cas de titulaires étrangers.....	12
9.3 Lutte contre le travail dissimulé.....	12
9.4 Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.....	12
9.5 Clause incitative pour la promotion des achats responsables.....	13
9.6 Litiges et résiliation.....	13
9.6.1 Médiation interne.....	13
9.6.2 Juridiction compétente.....	14
9.6.3 Résiliation du marché.....	14

ARTICLE 1 - OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

1.1 Liminaire

Le code de la commande publique est nommé « Code » dans le présent document.

1.2 Objet du marché

La présente consultation a pour objet la réalisation d'un garage au sein du hangar n° 001 du Centre de Soutien Automobile de la Gendarmerie et la réhabilitation des abris n° 007 et n° 002 vétustes de la caserne de Sainte-Clotilde.

Les codes CPV pour ce marché de fournitures et services sont les suivants :

- 45421140-7 Pose de menuiseries métalliques, excepté portes et fenêtres
- 45262522-6 Travaux de maçonnerie
- 45223220-4 Travaux de gros œuvre
- 45311000-0 Travaux de câblage et d'installations électriques
- 45312100-8 Travaux d'installation de systèmes avertisseurs d'incendie
- 45312200-9 Travaux d'installation de systèmes avertisseurs d'effraction
- 45261000-4 Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes

Le contenu et les modalités d'exécution des prestations sont stipulés dans les pièces contractuelles du marché (CCAP et CCTP).

1.3 Catégorie de marché

Ce marché entre dans la catégorie des marchés de travaux.

1.4 Forme et montant du marché.

Il s'agit d'un marché alloti à tranches optionnelles :

Une tranche ferme (TF) concernant la réalisation d'un garage au sein du hangar n° 001 du Centre de Soutien Automobile de la Gendarmerie et la réhabilitation des abris n° 007 et n° 002 vétustes de la caserne de Sainte-Clotilde.

Ce marché comportera également deux tranches optionnelles (TO) :

- TO n°1 : MENUISERIES "Garage de service – Bâtiment n° 007 " (lot 2) ;
- TO n°2 : CHARPENTE MÉTALLIQUE "Bâtiment n° 007 et n° 002" (lot 4).

L'exécution de chaque tranche optionnelle est subordonnée à une décision d'affermissement du représentant du pouvoir adjudicateur qui prendra la forme d'un ordre de service (Notification sous PLACE).

1.5 Date d'effet et durée du marché

La TF prend effet à compter de sa date de notification pour une durée de 06 mois.

Chaque tranche optionnelle prend effet à compter de sa date de notification pour une durée :

TO n°1 : 6 mois

TO n°2 : 6 mois

La fin du marché ne pourra pas excéder le 30/06/2024.

ARTICLE 2 – PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement [AE (ATTRI1)] et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par acte de modification ;
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'Administration font seul foi ;
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable pour l'exécution des marchés est le CCAG/Travaux (CCAG/TX - arrêté du 30 mars 2021)..

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

NOTA : Le « Code » et le CCAG/TX sont disponibles gratuitement sur le site Internet legifrance.gouv.fr

(*) Par "modification", il convient d'entendre toute modification faite en cours d'exécution du marché affectant les conditions d'exploitation initialement convenues entre les parties lors de sa conclusion. Toute modification du contenu du marché doit faire l'objet d'un acte de modification dès lors qu'elle ne bouleverse pas l'économie du marché, ni n'en change l'objet. Une fois conclu, l'acte de modification devient partie intégrante du marché.

ARTICLE 3 – IDENTIFICATION ET RÔLE DES PARTIES

3.1 Le titulaire

Par “titulaire”, il faut entendre la société en charge de l'exécution du marché, et ce indépendamment de sa forme juridique. Cette désignation inclut également son ou ses employés, ainsi que son ou ses représentants. Elle désigne en outre son ou ses éventuels sous-traitants.

3.2 Le COMGENDRE

Par “COMGENDRE”, il faut entendre les différents services du commandement de la gendarmerie de la Réunion, notamment :

3.2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Le Général, commandant de la gendarmerie de la Réunion et de la zone sud de l'océan indien est le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

Il agit pour toutes les formalités de :

- lancement de la consultation ;
- notification du marché ;
- suivi administratif du marché ;

- établissement des avenants ;
- contentieux ;
- résiliation du marché ;
- mandatement.

Le Bureau Soutiens Finances / Section Budget Administration (BSF/SBA) est en charge de l'exécution contractuelle du marché.

3.2.2 Bénéficiaires

Les travaux, objet de la présente consultation, sont à exécuter à la Caserne de Gendarmerie de Sainte-Clotilde - 9 Boulevard du chaudron– 97490 SAINT-DENIS

3.2.3 Ordonnateur secondaire

L'ordonnateur secondaire chargé de l'exécution financière du marché est le centre de service partagé interministériel chorus (CSPI C).

Il est en charge :

- de l'émission des engagements juridiques sur Chorus (EJ) ;
- du traitement des factures.

3.2.4 Comptable assignataire

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des Finances publiques de La Réunion.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du titulaire

4.1.1 Obligations de confidentialité

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/TX relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité, sont applicables au présent marché. En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

4.1.2 Protection de la main-d'œuvre et de l'environnement

Le titulaire est soumis aux lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail en application des dispositions de l'article 6 du CCAG/TX.

Il s'engage également à respecter, à appliquer et à faire respecter les textes légaux et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail et sécurité.

En cas d'évolution de la législation en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le RPA, afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un acte de modification par les parties du marché.

4.1.3 Assurances

Conformément à l'article 8 du CCAG/TX, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile professionnelle à l'égard du RPA et des tiers, victimes d'accidents

ou de dommages causés par l'exécution des prestations ainsi que pour les dégradations occasionnées au matériel, hors faute d'un bénéficiaire.

A tout moment, l'Administration peut demander au titulaire de fournir une justification qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et ce, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4.1.4 Obligation du personnel

Le titulaire est responsable des actes et fautes commis par son personnel dans les locaux de l'Administration. Il est tenu de réparer ou d'indemniser le préjudice qui en résulte pour la personne publique.

Le personnel doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers et de l'usage des matériels et équipements de l'Administration.

Le personnel qui a eu connaissance de renseignements ou documents quelconques, est tenu de les maintenir confidentiels.

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution de vêtements de travail et/ou d'équipement de protection individuelle (EPI) appropriés aux tâches à accomplir et conformes à la réglementation. Le vêtement de travail devra comporter de façon apparente le sigle de l'entreprise. La fourniture, l'entretien et le remplacement de ces articles restent à la charge du titulaire.

Le personnel devra se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées sur les sites et se soumettre à tout contrôle qui lui sera demandé. En cas de refus de sa part, le titulaire devra répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

4.1.5 Continuité des prestations

Le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues durant toute la durée du marché. Il veille notamment à mettre en place du personnel en nombre suffisant pour une bonne exécution de la prestation dans les conditions prévues au CCTP.

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève de ses personnels, le titulaire reste tenu d'exécuter intégralement les prestations prévues. Les moyens d'organisation du service de substitution doivent être dans ce cas soumis préalablement à l'agrément du RPA.

4.1.6 Modifications administratives et juridiques

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée du marché devra être impérativement et immédiatement notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception au RPA.

Sans que cette liste soit exhaustive, celle-ci pourra concerner : la personne ayant le pouvoir d'engager la société, la forme de l'entreprise, sa raison sociale ou dénomination, son adresse, le numéro de compte bancaire à créditer (notamment en cas de contrat d'affacturage intervenant en cours d'exécution du marché), etc.

4.2 Obligations de l'Administration

L'Administration avise le titulaire, dans les meilleurs délais et par écrit, de toutes modifications administratives et juridiques entraînant un changement dans l'exécution du marché.

ARTICLE 5 – MESURES DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION

5.1 Accès aux sites

Le titulaire sera soumis aux consignes du site du marché, lorsqu'il se trouve dans leur enceinte. Les prestations seront exécutées sous la direction et la responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement aux prescriptions des différentes emprises du présent marché.

L'Administration se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat du personnel jugé par elle indésirable ou ne donnant pas satisfaction.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

5.2 Contrôle élémentaire

Les prestations étant à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, le titulaire doit observer les dispositions particulières que le bénéficiaire lui a fait communiquer. Le titulaire est informé que les personnes travaillant dans le cadre du marché, ainsi que lui-même, seront soumis à un contrôle de sécurité. Le titulaire devra transmettre les éléments permettant à l'autorité contractante de procéder à des enquêtes administratives dites « contrôles élémentaires ». L'Administration se réserve le droit de demander le remplacement de toute personne ayant fait l'objet d'un avis défavorable. La non-habilitation n'a pas à être motivée. Le titulaire s'engage à remplacer obligatoirement les personnes qui ne seraient pas agréées par l'autorité de contrôle.

De plus, le titulaire s'engage à ne présenter aux procédures de contrôle de sécurité que des personnes appartenant à son entreprise ou à ses sous-traitants désignés. Par ailleurs, si de nouveaux salariés sont affectés à l'exécution des prestations au cours du marché, le titulaire a l'obligation d'en informer préalablement le RPA avec un préavis d'un (1) mois avant l'affectation sur site. La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Tout manquement aux mesures de sécurité peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire sans préjudice des peines prévues par les dispositions légales relatives aux crimes et délits contre la sûreté de l'État. A ce titre, à l'intérieur des enceintes militaires, le titulaire et ses sous-traitants éventuels sont soumis aux consignes des établissements.

5.3 Contrôle des véhicules et des personnes

Le personnel devra se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées sur le site de l'Administration et se soumettre à d'éventuels contrôles. En cas de refus de sa part, le titulaire devra répondre des agissements de son personnel conformément aux règles de droit commun. L'accès à l'établissement sera refusé à toute personne n'ayant pas rempli toutes les conditions mentionnées dans cet article.

Les différents véhicules du titulaire peuvent faire l'objet de contrôles inopinés dans les cas suivants :

- à l'entrée du site : en cas de refus du contrôle, le véhicule en question ne peut pénétrer à l'intérieur de l'enceinte militaire,

- à l'intérieur du site : sur saisine de l'autorité militaire et sans qu'il puisse lui être opposé un quelconque refus de la part de l'entrepreneur,
- dans le cadre d'une enquête judiciaire.

5.4 Clauses particulières

En cas d'alerte (exercice ou réelle), quelle que soit sa nature, le personnel et son véhicule pourront être appelés à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables militaires présents.

L'inexécution des prestations contractuelles définies à la suite de telles alertes ne fera courir aucune pénalité de retard à la charge du titulaire du marché. Celui-ci ne pourra prétendre à une quelconque indemnité de ce fait.

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

6.1 Contenu des prix

Les prix seront hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et comprennent l'ensemble des éléments prévus dans le chapitre 2 du CCTP.

Les prix sont établis en euros, en chiffres et comportent deux décimales.

6.2 Forme des prix

6.2.1 Tranche ferme

Les prix initiaux sont unitaires et définitifs. Ils sont réputés fermes pendant la période du marché.

6.2.2 Tranches optionnelles

Les prix initiaux sont unitaires et révisibles selon les modalités suivantes :

6.3 Date d'établissement des prix

Les prix initiaux sont établis à la date dite « date d'établissement des prix », soit le mois de août 2023 (Mois 0).

6.4 Révision des prix

Le prix révisé est obtenu en appliquant au prix initial, le coefficient Cn résultant de la formule suivante :

$$C_n = 0,125 + 0,875 (BT01_n/BT01_0)$$

L'indice BT01 correspond à l'index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010 disponible à l'adresse suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710986>

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur (soit par exemple : 1,00234 est arrondi à 1,003).

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'affermissement de la tranche considérée avec le dernier indice connu.

ARTICLE 7 – MODALITÉS D'EXÉCUTION

7.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité d'exécuter une prestation conforme aux clauses du présent marché. Il doit obtenir le résultat demandé et défini au CCTP.

7.2 Clauses techniques particulières

Le titulaire s'engage à assurer, pendant toute la durée du marché, l'exécution des prestations définies au CCTP.

Pendant toute la durée du contrat, le titulaire est seul responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts et dommages produits par eux lors de l'exécution des prestations.

Concernant le lot n°2, le titulaire devra fournir à la maîtrise d'œuvre les justificatifs de commande et de délai de livraison.

7.3 Contrôle des prestations

Les prestations doivent être conformes aux spécifications particulières décrites au CCTP.

Habituellement, la direction des opérations appartient au titulaire. Cependant, l'Administration se réserve le droit de surveiller tout ou une partie des opérations et de donner à l'entrepreneur toutes directives qu'elle estime utiles dans le cadre de la réglementation en vigueur. Cette intervention ne dégage pas l'entreprise de ses responsabilités et de l'obligation générale qui lui incombe de conduire les opérations selon les règles de la profession.

La prestation est recevable lorsque celle-ci a été soumise à des contrôles effectués par l'autorité chargée du suivi de la bonne exécution du marché et destinés à vérifier qu'elle a été réalisée conformément aux stipulations du marché.

Le titulaire remettra au responsable technique, les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

La seule autorité compétente à saisir en cas de contestations éventuelles est le RPA.

7.4 Pénalités

7.4.1 Pénalités pour retard

Lorsque les délais prévus à l'acte d'engagement sont dépassés, s'appliquent une pénalités de 25 € HT / jour de retard

Ces pénalités seront déduites sur le montant des factures à mandater ou, en cas de dépassement, par émission d'un titre de perception.

7.4.2 Pénalités pour non-respect des obligations

Lorsque le titulaire ne respecte pas ses obligations en matière de délivrance des pièces prévues à l'article R2143-8 du « Code », dans les quinze jours calendaires suivant la demande de l'Administration, le titulaire encourt une pénalité de cinquante euros hors taxes par jour calendaire de retard sans que le montant total de cette pénalité ne dépasse 10% du montant total des prestations programmées au titre du présent marché.

7.4.3 Pénalités prévues par les documents particuliers du marché

Conformément à l'article 19.2.5 du CCAG/TX, des pénalités éventuelles sont prévues dans le CCTP du présent marché.

7.4.4 Exonération

En raison des délais contraints sur cette opération, aucune exonération ne sera appliquée.

ARTICLE 8 – MODALITÉS DE PAIEMENT

8.1 Généralités

Le règlement des sommes dues en vertu du présent marché est effectué dans les conditions prévues aux articles R2191- 23 à R2191-31 du « Code ». Le titulaire doit indiquer toutes les mentions précisées à l'article 8.4 infra pour toute demande de paiement.

8.2 Avance

Les conditions d'exécution du marché ouvrent droit au versement d'une avance.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le pourcentage est fixé à : 30 %

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 8.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du lot. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

8.3 Remise des factures

Les factures sont obligatoirement transmises par voie dématérialisée accompagnées d'une copie de votre bon de commande ou indiquer ses références (le numéro du bon de commande figurant en haut à droite du document), conformément à l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014, par le portail internet CHORUS-PRO <https://chorus-pro.gouv.fr>, et une copie sera adressée par mail à : sil.bsf.comgendre@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Les factures dématérialisées devront comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les éléments suivants :

- Le numéro du marché
- Le numéro SIRET du service bénéficiaire (État)
- Le code du service exécutant (SE) de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».
- un relevé d'identité bancaire.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des Finances publiques de La Réunion.

8.4 Règlement

Le règlement intervient par virement direct au crédit du compte ouvert au nom du titulaire dont les coordonnées figurent au présent marché.

8.5 Délai de paiement

Le délai global de paiement est de trente (30) jours.

Le défaut de paiement dans les délais indiqués fait courir de plein droit, et sans autres formalités, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au décret 2022-232 du 21 février 2022 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics modifié par le décret 2008-408 du 28 avril 2008, le point de départ du calcul de ce délai est la date de réception de la demande de paiement ou la date d'admission des prestations exécutées si celles-ci est postérieure à la précédente. Si aucune date ne peut être identifiée, le point de départ du calcul est la date de la facture augmentée de deux (2) jours.

Le taux des intérêts moratoires est porté au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne (BCE) à son opération de refinancement la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

ARTICLE 9 – CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

9.1 Cession ou nantissement des créances

Aucun certificat de cessibilité ne sera remis au titulaire.

9.2 Dispositions applicables en cas de titulaires étrangers

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA, et aura droit à ce que l'Administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

Tous les documents du marché, notices techniques, correspondances, factures sont impérativement rédigés en français.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

9.3 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire a l'obligation de produire tous les six mois jusqu'à la fin du marché, les documents énumérés par l'article D8222-5 du code du travail.

Le dépôt des pièces peut s'effectuer via le site e-Attestations : <https://e-attestations.com/>

9.4 Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la copie du jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est adressée immédiatement par le titulaire du marché au représentant du pouvoir adjudicateur. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le représentant du pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire en cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si celui-ci est expressément autorisé par le juge-commissaire à décider de la poursuite ou de la résiliation du marché.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période définie par la décision de justice.

9.5 Clause incitative pour la promotion des achats responsables

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats Responsables – lignes directrices délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR joint au présent DCE et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – vous accompagnera dans cette démarche.

Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

9.6 Litiges et résiliation

9.6.1 Médiation interne

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartient à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

9.6.2 Juridiction compétente

Si des difficultés devaient s'élever entre le commandement de la gendarmerie de La Réunion et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité du sud de l'océan Indien, et, le titulaire quant à l'exécution des clauses du présent marché, et, qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire sera portée devant le :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LA RÉUNION

27 rue Félix Guyon

BP 2024

97488 Saint-Denis Messag Cedex

E-mail: greffe.ta.saint-denis-de-la-reunion@juradm.fr.

Tél. 02.62.92.43.60. Fax 02.62.92.43.62.

Les différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du présent marché peuvent être soumis au Comité Consultatif de Règlement des litiges, conformément aux dispositions de l'article *L2197-1* et *R2197-1* du code de la commande publique.

9.6.3 Résiliation du marché

Les articles 49 à 54 du CCAG/TX sont applicables au marché.

En cas de défaillance avérée du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, en application des dispositions de l'article 52 du CCAG/TX.

ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les articles 7.4.1 et 7.4.4, du CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG/TX relatif aux pénalités pour retard.